

pour le maintien de son économie, de l'économie de nos voisins de l'autre côté du 49^e parallèle.

Le gouvernement a été élu sur la foi d'une déclaration portant que nous devrions enlever certains de nos œufs d'un panier pour les mettre dans un autre. Mais depuis lors, depuis 1957, le gouvernement n'a absolument rien fait pour rendre le pays plus indépendant de l'économie américaine. Le gouvernement et ses adeptes ne peuvent citer un seul cas où au moyen d'une mesure législative ou autrement, ils ont essayé de mettre nos œufs dans plusieurs paniers.

Nous disons que le gouvernement ne mérite pas de crédits provisoires parce qu'il n'a pas de politique nationale des transports. Je sais bien qu'il a créé des commissions royales d'enquête sur la question, et qu'il a enquêté. Mais je vous le demande, monsieur le président, comment régler, au Canada, le problème des chemins de fer sans tenir compte en même temps du camionnage, de la marine marchande, des lignes aériennes et de tous les autres modes de transport? Nous n'avons pas de politique nationale des transports. Sans doute avons-nous résolu nos problèmes ferroviaires pour l'instant. Nous avons adopté des expédients pour jusqu'à la fin de l'année. Je comprendrais fort bien que le premier ministre souhaite des élections l'automne prochain. C'est que, vers la fin de l'année, il se retrouvera en face de l'épineux problème que posent nos chemins de fer Nationaux. Jusqu'ici, on s'est contenté de recourir à des expédients, et il est fort possible que des élections soient tenues avant que nous ayons à nous attaquer à la difficulté. Ce qu'il nous faudrait, c'est une vraie commission royale qui enquêterait sur tous les modes de transport, plutôt qu'une commission royale chargée d'enquêter sur un seul secteur des transports nationaux. Mon groupe estime que les transports nationaux sont un service d'utilité publique, et que tôt ou tard, il faudra reconnaître la nécessité d'étatiser les services d'utilité publique.

Nous n'avons pas de politique nationale de l'énergie. Nous avons des conflits d'intérêts. Nous avons un Office national de l'énergie qui manque d'efficacité et dont le mandat et les pouvoirs sont si restreints qu'il est incapable de s'acquitter convenablement de sa tâche, puisqu'il lui est interdit de s'intéresser à d'autres formes d'énergie.

Comme je l'ai mentionné hier, le gouvernement ne mérite pas de crédits provisoires parce qu'il renverse le mouvement d'expansion du pays. Je n'ai pas l'intention de m'étendre là-dessus, mais je dirai quelques mots de l'échec total du gouvernement en ce qui regarde l'aménagement d'une capitale nationale dont nous puissions être fiers. Ottawa est une ville splendide à bien des égards, mais

tout ce qu'il y a de splendide dans la ville est attribuable à la Commission de la capitale nationale. Nous avons des taudis qui côtoient des splendeurs, et le gouvernement aurait dû depuis longtemps adopter un programme beaucoup plus dynamique à cet égard, d'autant plus que nous devons célébrer le centenaire dans deux ans.

Nous avons un gouvernement qui ne reconnaît pas la nécessité d'une expansion économique nationale afin d'assurer le plein emploi. Selon nous, le plein emploi est possible au Canada, et il est essentiel à la prospérité du pays. Nous disons aussi que, tant que des plans à cette fin n'auront pas commencé à produire leurs effets, personne, au Canada, ne devrait avoir à souffrir du fait que, pour des raisons indépendantes de sa volonté, il est incapable de gagner sa vie.

Au début de l'histoire de notre pays, chacun pouvait partir pour le bois, la hache à la main et le fusil sur l'épaule, et subvenir à ses principaux besoins. Cette époque est maintenant révolue. Aujourd'hui, les gens vivent dans des appartements dont le loyer est assez élevé. Ils sont tout à fait incapables de trouver de l'emploi. Ce n'est plus eux qui décident s'ils vont travailler ou non. D'autres personnes ont ce pouvoir exclusif. Si ces gens ne peuvent pas travailler, tout ce que nous pouvons faire pour eux, apparemment, sous le régime actuel, c'est de leur accorder l'assurance-chômage et lorsque la caisse est épuisée, un peu d'assistance sociale à peine suffisante pour acquitter le loyer mensuel. Cela ne suffit pas. Le gouvernement a promis au peuple quelque chose de tout à fait différent au cours des dernières élections. Pour cette raison, nous aimerions qu'il provoque des élections de nouveau. Je suis certain que les Canadiens n'auront pas oublié les promesses faites en 1958.

Le gouvernement n'a pas su présenter un programme général et complet de sécurité sociale. Quant aux pensions transférables, on en a parlé brièvement dans l'exposé budgétaire; le ministre doit étudier les programmes provinciaux et privés de pensions pour voir s'il peut en arriver à une entente réciproque satisfaisante. Aussi longtemps que le gouvernement actuel dépendra de contrats sur des programmes privés de pensions, ce sera pour lui un échec dans le domaine de la sécurité sociale. Le gouvernement doit présenter un programme de pension transférable régi par le gouvernement fédéral. Pour y arriver, je sais qu'il doit y avoir collaboration entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Le gouvernement fédéral ne saurait y arriver seul. Durant l'exposé budgétaire, on nous a dit que le gouverneur avait l'intention d'étudier les programmes privés appliqués à l'heure actuelle dans diverses provinces, pour voir